Soumission du mémoire à la Commission spéciale sur la loi électorale et requête d’audience pour la session du 2 février à Gatineau

Nous soumettons ce mémoire à la Commission spéciale sur la loi électorale pour considération. Ce mémoire représente notre point de vue quant à l’avant-projet de loi remplaçant la *Loi électorale*. Nous demandons à la Commission spéciale de nous entendre présenter notre mémoire verbalement et en en personne lors de la session de consultation prévue pour le 2 février à Gatineau. Il nous fera alors plaisir non seulement de présenter notre mémoire, mais surtout de répondre aux questions et préoccupations que ce mémoire aurait pu susciter chez les membres de la Commission.

Ce mémoire vous est soumis par :

Raymond Labelle

LA COMPENSATION NATIONALE : LE SEUL CHOIX QUI ASSURE LA REPRÉSENTATION EFFECTIVE DE TOUS LES CITOYENS

Mémoire soumis par Raymond Labelle.

Présentation

Ce mémoire part de la structure de représentation proposée dans l'avant-projet (77 députés de circonscription et 50 députés de compensation) et propose de l'améliorer en attribuant les sièges de compensation pour avoir un Parlement où le nombre de sièges des partis politiques représente le plus fidèlement possible la proportion des voix qu'ils ont obtenues au niveau national. Nous appelons « compensation nationale » ce principe d'attribution des sièges de compensation.

Nous démontrons dans ce mémoire que le principe de la compensation nationale est le seul qui puisse assurer une représentation effective des opinions politiques de l'ensemble des citoyens dans le cadre de la structure proposée dans l'avant-projet de loi.

Nous prônons aussi la tenue d'élections à date fixe et un accès égal des partis aux médias.

Chacun des sous-titres de ce mémoire représente une affirmation, que nous appuyons de notre argumentation. Ces affirmations sont, dans l'ordre, les suivantes :

1. Seule une compensation nationale sans seuil permet d'assurer une représentation effective de la volonté des citoyens. (p. 2)
2. Le principe de la compensation nationale doit être adopté, sans référendum. (p. 3)
3. Le vote de liste applique le principe de compensation nationale de façon conséquente. (p. 3)
4. Soumettre la date des élections à l'arbitraire et aux intérêts du parti au pouvoir n'est pas démocratique – les élections devraient être tenues à date fixe. (p. 4)
5. Si le gouvernement ne propose pas la compensation nationale, le vote de liste et les élections à date fixe, il doit offrir ces options dans un référendum. (p. 4)
6. La méthode de Borda est un bon moyen d'offrir plus de deux choix dans un référendum. (p. 5)
7. Les citoyens ont déjà affirmé qu'ils veulent favoriser l'émergence des petits partis – la compensation nationale est le seul moyen d'y arriver. (p. 6)
8. Le mode de scrutin proposé dans l'avant-projet de loi défavorise grossièrement les tiers partis. (p. 6)
9. L'accès égal aux médias est une condition de la démocratie. (p. 7)
10. Une meilleure démocratie renforce la nation. (p. 8)

1. Seule une compensation nationale sans seuil permet d'assurer une représentation effective de la volonté des citoyens.

- Tous les citoyens ont le droit de voir leurs aspirations effectivement représentées au Parlement avec comme seule limite le nombre de sièges au Parlement.
- Empêcher par l'établissement d'un seuil légal ou effectif une telle représentation est une négation de ce droit.
- Nous lisons et entendons souvent plusieurs justifications implicites visant à nier ce droit fondamental.
- Lorsque l'on affirme, par exemple, « il est important d'avoir des gouvernements majoritaires », ceci revient à dire : « il est justifié de priver une tranche des citoyens de représentation pour obtenir des gouvernements majoritaires ».
- Lorsque l'on affirme, par exemple : « il est juste que le mode de scrutin force tout le monde à se rallier à un petit nombre de grands partis pour éviter la fragmentation du Parlement », ceci revient à dire : « il est juste de priver des citoyens du droit effectif d'être représentés par des partis politiques qui correspondent vraiment à leurs aspirations et de limiter les possibles politiques à l'horizon proposé par les grands partis ».
- Il s'avère, dans le contexte institutionnel actuel, que les citoyens représentent généralement leurs visions politiques au Parlement par l'intermédiaire des partis politiques.
- Il est clair que ce qui a le plus d'incidence sur les politiques et le sens de l'action gouvernementales est le parti politique qui dirige le gouvernement.
- Il est clair que les partis politiques existants, ou ceux que l'on peut former, représentent ou peuvent représenter les diverses visions globales ou sensibilités sur ce que doit être le sens des politiques ou de l'action gouvernementales que l'on retrouve dans la société civile.
- Il découle fatalement de tout ce qui précède que, dans le contexte actuel, seule une répartition des sièges du Parlement entre les partis correspondant à l'appui des citoyens à ces partis réalise le droit fondamental de tous les citoyens à la représentation effective de leurs aspirations.
- C'est pourquoi seule l'attribution des sièges au Parlement la plus rapprochée possible de la proportion des voix obtenues par les partis politiques au niveau national est vraiment démocratique.
- En effet, le découpage en régions et l'attribution de sièges en fonction des proportions de votes obtenus par les partis au niveau régional privent les citoyens qui ont appuyé les plus petits partis de représentation, comme cela a été démontré de façon irréfutable dans plusieurs mémoires présentés à la Commission et comme nous l'évoquons nous-mêmes plus loin.
- Dans le cadre d'un mode de scrutin avec des députés de circonscription et des députés de compensation, comme celui proposé dans l'avant-projet de loi, la seule solution démocratique est une attribution des sièges de compensation faite dans le but d'avoir un Parlement où le nombre de sièges des partis politiques représente le plus fidèlement possible la proportion des voix qu'ils ont obtenues au niveau national.
- L'avant-projet de loi peut être amendé en conservant sa structure pour devenir une option véritablement démocratique, c'est-à-dire en attribuant les sièges compensatoires qui y sont prévus selon le principe de la compensation nationale.

2. Le principe de la compensation nationale doit être adopté, sans référendum.

- S'il n'y a pas compensation nationale, les petits partis politiques seront sous-représentés, voire pas représentés.
- Ne pas adopter la compensation nationale prive les citoyens qui appuient les petits partis politiques d'une représentation effective.
- Soumettre le principe de la compensation nationale à un référendum, c'est assujettir les citoyens qui appuient les petits partis politiques à la volonté de la majorité de la population.
- Il n'est pas démocratique qu'une majorité de citoyens puisse disposer des droits d'une minorité.
- Par conséquent, le principe de la compensation nationale doit être adopté, sans être assujetti à un référendum.
- Dans le cadre actuel, même les citoyens qui appuient les plus grands partis politiques voient souvent les résultats déformés et sont également privés de représentation effective.

3. Le vote de liste applique le principe de compensation nationale de façon conséquente.

- L'une des raisons fondamentales pour avoir des sièges de compensation est de libérer les citoyens de la situation de vote stratégique où ils se retrouvent dans notre système actuel, fondé uniquement sur la circonscription.
- Si le degré de compensation est trop petit, comme dans l'avant-projet, le citoyen se retrouvera dans la même situation de vote stratégique pour le vote de liste que pour le vote de circonscription. En effet, si le citoyen préfère un parti dont il croit qu'il n'aura pas assez d'appuis pour faire élire un député, il devra voter pour un autre parti pour que son vote ait un poids réel.
- En fait, la seule manière de libérer aussi le vote de liste du vote stratégique est d'avoir une compensation nationale sans seuil : seulement ainsi le citoyen pourra-t-il voter pour sa première préférence avec l'assurance que son vote compte.
- Même lorsqu'il y a aussi un vote de liste dans le cadre d'une compensation nationale, le citoyen peut se retrouver dans une situation de vote stratégique pour le vote de circonscription. Toutefois, avec la compensation nationale, le vote de liste permet au citoyen de donner un vote qui compte au parti qui correspond vraiment à sa préférence réelle dans le vote de liste, et c'est le vote de liste qui déterminera la répartition des sièges entre les partis au Parlement.
- Le vote de liste avec compensation nationale donne également une meilleure chance aux petits partis qui ne peuvent présenter un candidat dans toutes les circonscriptions. Le citoyen qui appuie un parti qui n'a pas de candidat dans sa circonscription peut quand même voter pour ce parti s'il y a un vote de liste.
- Pour toutes ces raisons, avoir un vote de liste est une application conséquente de la compensation nationale.

4. Soumettre la date des élections à l'arbitraire et aux intérêts du parti au pouvoir n'est pas démocratique – les élections devraient être tenues à date fixe.

- Tous les partis politiques devraient pouvoir s'organiser en fonction d'une date d'élections connue d'avance et partir sur le même pied.
- Il est indécent que le parti au pouvoir choisisse la date en fonction de son bon vouloir et puisse par exemple :
  - profiter de la non-préparation ou des difficultés d'un ou d'autres partis à un moment donné (nouveau chef, problèmes financiers, parti nouvellement créé, divisions, etc.);
  - choisir la date en fonction de sondages favorables;
  - éviter le dépôt de rapports compromettants avant la tenue des élections (protecteur du citoyen, vérificateur général par exemple).
- La tenue d'élections à date fixe facilite la préparation du DGE et des citoyens aux élections.
- Bien sûr, des règles spéciales devraient s'appliquer si un gouvernement est renversé au Parlement. On pourrait prévoir, par exemple, que dans une telle situation les élections ont lieu le cinquième dimanche qui suit l'adoption d'une motion de censure. Il est également possible de prévoir d'autres éventualités où le Parlement peut être dissous et des règles spéciales du même type s'appliquer (décès, incapacité, démission ou remplacement du premier ministre par exemple).

5. Si le gouvernement ne propose pas la compensation nationale, le vote de liste et les élections à date fixe, il doit offrir ces options dans un référendum.

- Comme nous l'avons montré ci-haut, le principe de la compensation nationale étant le seul démocratique, son adoption ne devrait pas être soumise par référendum, car ceci équivaldrait à soumettre les droits fondamentaux de minorités à une majorité, ce qui est bien sûr anti-démocratique. Il en est de même pour le vote de liste, application conséquente de la compensation nationale.
- La tenue d'élections à date fixe n'a également pas à être soumise à un référendum, cette modalité étant clairement démocratique par rapport au statu quo, qui favorise le parti au pouvoir sans raison valable, comme nous l'avons vu ci-haut.
- Advenant que, malgré tout, le gouvernement favorise une position autre qu'une compensation nationale, le vote de liste ou la tenue d'élections à date fixe, celui-ci a le devoir d'au moins donner l'occasion à la population d'obtenir ces mesures démocratiques en les proposant à l'occasion d'un référendum exécutoire.
- Soumettre un seul projet de modification à un oui ou à un non global piège certains citoyens : que font les citoyens qui trouvent le projet insatisfaisant? Si on vote non, on est pris avec la statu quo et si on vote oui, on est pris avec un projet insatisfaisant, sans avoir pu se prononcer sur les modalités que l'on préférerait. En somme, c'est mettre les citoyens qui trouveraient le projet insatisfaisant et qui veulent quand même du changement dans la situation du « damned if you do, damned if you don't ».
- Il est possible de soumettre plusieurs choix sur certaines modalités en partant de la structure proposée dans l'avant-projet de loi (77 sièges de circonscription et 50 de

compensation au total) et en utilisant la méthode de Borda, qui est très simple. Cette méthode est décrite sous le sous-titre suivant.

- La question du mode de scrutin et les autres questions relatives aux institutions démocratiques font appel à des débats profonds qui méritent que les citoyens y consacrent toute leur attention dans le cadre d'une campagne référendaire qui leur est exclusivement consacrée. Mêler un tel référendum à une élection générale brouillerait les enjeux.

6. La méthode de Borda est un bon moyen d'offrir plus de deux choix dans un référendum

- Le système de Borda fonctionne comme suit : lorsque plusieurs options sont offertes à une personne, la personne indique sur un bulletin ses choix par ordre de préférence. On attribue au premier choix le nombre de points qui correspond au nombre de choix, au deuxième choix un point de moins, etc. Le choix qui sera choisi sera celui qui aura obtenu le plus de points dans l'ensemble des bulletins.
- Exemple du paragraphe précédent : une des questions soumise aux citoyens serait relative au découpage électoral pour déterminer le degré de compensations – advenant que le gouvernement n'accepte pas l'idée que seule la compensation nationale est démocratique. Ces options pourraient correspondre aux cinq hypothèses de M. Massicotte évoquées aux pages 84-85 de son document de travail :
  - A : 26 régions – correspond à l'avant-projet de loi – la plupart des entités régionales ont 5 sièges : 3 de circonscription et 2 de compensation.
  - B : 16 régions – correspond aux régions administratives, même si le nombre de sièges peut varier beaucoup d'une région à l'autre. Par exemple Montréal aurait 30 sièges : 18 de circonscription et 12 de compensation et l'Outaouais en aurait 5 : 3 de circonscription et 2 de compensation.
  - C : 13 régions – mais avec une répartition très uniforme, la plupart des régions étant composées de 10 sièges : 6 de circonscription et 4 de compensation. Ainsi par exemple, Montréal serait divisée en trois régions pour avoir une plus grande uniformité.
  - D : 4 régions ayant à peu près un nombre égal de sièges.
  - E : compensation nationale.
- Illustrons. Le citoyen X indiquerait les préférences suivantes (par ordre décroissant) : E-D-C-B-A. Le choix E aurait 5 points, le choix D en aurait 4, le choix C en aurait 3, le choix B en aurait 2 et le choix A en aurait 1. On additionne les points obtenus pour chaque option sur l'ensemble des bulletins, et l'option qui a le plus de points l'emporte.
- Le système de Borda est supérieur au mode actuellement utilisé pour choisir les chefs des partis politiques – élimination du dernier candidat et reprise du vote (appelons ce mode le mode préférentiel).
- Pourquoi le système de Borda est-il supérieur au mode préférentiel? Le système de Borda a l'avantage de moduler toutes les préférences de toutes les personnes qui se prononcent tout en étant simple à appliquer et à comprendre. Le mode préférentiel ignore les choix secondaires des gens qui ont appuyé des candidats qui ont eu de meilleurs résultats que d'autres et, ainsi, favorisent les choix secondaires des gens qui ont appuyé les candidats qui ont eu les moins bons résultats.

- En termes plus simples et pour citer Churchill, la méthode préférentielle donne plus poids à « the most worthless votes of the most worthless candidates » qu'aux choix secondaires des personnes qui ont appuyé des candidats ayant obtenu un meilleur rang.

7. Les citoyens ont déjà affirmé qu'ils veulent favoriser les petits partis – la compensation nationale est le seul moyen d'y arriver.

- Le Comité directeur sur la réforme des institutions démocratiques affirme dans son rapport (déposé suite aux États généraux de 2003) que « Concrètement, les citoyennes et citoyens demandent : (...) Que soit revu le mode de scrutin de façon à favoriser la présence de nouveaux partis et à accorder au parti ayant le plus de voix exprimées un nombre correspondant de sièges à l'Assemblée nationale » (p. 25 du rapport).
- Dans le cadre de l'avant-projet, des partis qui ont quand même obtenu 5% ou même 12% des voix au niveau national par exemple, ce qui est assez important, seraient certainement très sous-représentés, et pourraient fortement ne pas être représentés du tout.
- La compensation nationale permet d'avoir la meilleure adéquation entre les voix exprimées et le nombre de sièges à l'assemblée nationale, à la fois pour le parti qui a obtenu le plus de voix et pour les autres.
- La demande citoyenne de favoriser l'émergence de nouveaux partis et d'avoir une adéquation entre les voix obtenues et la représentation au Parlement a été identifiée après que le Comité directeur ait :
  - tenu 27 assemblées publiques dans 20 villes et régions différentes;
  - rencontré plus de 2 050 personnes;
  - entendu plus de 735 interventions verbales au cours des audiences publiques;
  - reçu 581 questionnaires au cours des audiences;
  - reçu 2 058 questionnaires, y compris ceux des audiences et
  - reçu 237 mémoires de groupes constitués et de citoyennes et citoyens.
- La commission spéciale à qui est présentée ce mémoire a l'occasion de démontrer que les demandes citoyennes qui résultent des grandes consultations gouvernementales, telles que les États généraux de 2003, sont prises au sérieux et ce, en contribuant à faire appliquer le principe de la compensation nationale à notre prochain mode de scrutin.

8. Le mode de scrutin proposé dans l'avant-projet de loi défavorise grossièrement les tiers partis

- Il est reconnu que, dans le cadre de la proposition de l'avant-projet, un parti doit obtenir 15% des votes pour avoir une représentation équitable, voire une représentation tout court, au parlement.
- Les tiers partis présentent souvent des idées globales plutôt que de soulever des questions d'intérêt local, ce qui diminue leurs chances d'obtenir une représentation quelconque s'ils n'atteignent pas ce seuil global de 15%.
- Dans cet état des choses, on rate l'objectif que devrait permettre d'atteindre l'introduction d'un mode de scrutin proportionnel : la représentation des tiers partis et ce, contrairement à la volonté manifestée par les citoyens à l'occasion des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques de 2003, comme nous l'avons indiqué sous le sous-titre précédent.

- Même les tiers partis qui ne sont pas si petits risquent d'être gravement sous-représentés au parlement en adoptant la proposition de l'avant-projet – par exemple un parti ayant éventuellement obtenu 10% ou 12% du vote pourrait aboutir sans député, même s'il représente une tranche importante de la population.
- Le seuil effectif de 15% risque de semer un doute sur le caractère non-partisan de la réforme : le PLQ souffre souvent de sous-représentation due à la concentration de son vote solide dans un plus petit nombre de comtés – la réforme réglerait ce problème récurrent du PLQ tout en privant les plus petits partis de représentation. Nous évoquons ici seulement les apparences sans nous prononcer sur les intentions de quiconque. Une réforme permettant à tous d'obtenir une juste représentation au parlement apparaîtrait plus clairement comme non-partisane.
- La structure de l'avant-projet permettrait d'atteindre l'objectif de la compensation nationale, ou de s'en approcher grandement, en attribuant les sièges de liste selon le principe de la compensation nationale.

9. L'accès égal aux média est une condition de la démocratie.

Une réflexion plus approfondie sur la manière d'appliquer le principe d'accès égal des partis politiques aux média mérite d'être faite – nous voulons ici surtout insister sur l'importance d'appliquer ce principe.

- La couverture médiatique des partis politiques constitue le moyen par lequel les citoyens se renseignent sur la vie politique.
- Les positions des partis politiques doivent être jugées à leur mérite, et non pas aux moyens dont les partis disposent pour les promouvoir.
- Les citoyens devraient être les seuls juges des mérites de ces positions.
- Pour que les citoyens puissent juger tous les partis politiques selon leurs mérites, ces partis ne doivent pas être censurés dans les faits, soit par leur manque de moyens, soit par le fait qu'ils sont sous ou non représentés dans les média.
- Pour que les citoyens puissent se renseigner de façon équilibrée sur les choix qui leur sont offerts, le même espace médiatique devrait être consacré à chacun des partis politiques, au moins quant à l'accès à un espace dans les journaux, à la radio et à la télévision qui leur permette d'exprimer suffisamment leurs positions.
- Pour les raisons qui précèdent, les différents partis politiques devraient avoir un accès égal aux journaux, à la radio et à la télévision. Ceci ne garantit pas l'objectivité des média, mais assure un minimum d'équilibre à la représentation des partis politiques.
- Par exemple, un cahier accordant un même nombre de pages à tous les partis politiques pourrait être distribué à tous les citoyens pendant la campagne électorale. Ce nombre de pages devrait être suffisant pour que les partis puissent s'exprimer assez complètement sur les enjeux.
- Pour la télévision et la radio, chaque parti pourrait disposer d'un temps égal pour passer son message, suffisant pour s'exprimer sur les enjeux fondamentaux. Les capsules des partis seraient diffusées à des plages horaires équitables pour tous les partis.
- Les frais de diffusion seraient assurés par l'État, les frais relatifs aux contenus seraient assurés par les partis politiques.

- Pour que le principe d'accès égal aux média puisse s'appliquer de façon effective, toute publicité ou propagande dans les journaux, à la radio ou à la télévision autre que celles accordées aux partis politiques pour exprimer leur point de vue devrait être interdite à ces partis. Sans cette interdiction, l'inégalité des moyens des partis vient entacher le principe de leur équitable accès aux média.
- Tous les partis politiques devraient également être représentés aux débats des chefs. De tels débats pourraient comprendre plusieurs manches. Non seulement s'agit-il d'une condition à un exercice pleinement démocratique, mais ceci permettrait aux citoyens de cultiver leur esprit politique en considérant d'autres points de vue que ceux exprimés par les plus grands partis.
- Les citoyens doivent pouvoir considérer pleinement le point de vue de tous les partis politiques, présenté de façon égale, pour que l'on puisse considérer que leur vote est éclairé et authentiquement représentatif de leur volonté.
- Accorder gratuitement aux partis l'accès aux média combiné à l'interdiction pour les partis de faire d'autre propagande a l'avantage de réduire les dépenses des partis, ce qui permet de réduire les dépenses autorisées. Réduire les dépenses autorisées par les partis comporte les deux avantages suivants :
  - diminuer l'avantage relatif dont jouissent les partis plus fortunés par rapport aux autres partis;
  - rendre les partis moins dépendants de l'argent et donc moins susceptibles d'influences privées et intéressées.

10. Une meilleure démocratie renforce la nation

- Que le Québec soit un leader en matière d'institutions démocratiques devrait être source d'inspiration et de confiance pour ses citoyens et de fierté par rapport à ses voisins.
- Si l'Assemblée représente plus fidèlement la société civile, les décisions politiques prises à cette assemblée devraient respecter davantage sa volonté et donc susciter davantage d'adhésion. Ceci est encore plus vrai si les citoyens ont pu peser équitablement les options offertes par tous les partis politiques (accès égal aux média).
- Quoiqu'il en soit, comme nous l'avons déjà montré, seule une assemblée qui représente le plus fidèlement possible les voix obtenues par les partis politiques à l'échelle du Québec est pleinement démocratique.
- Les citoyens du Québec ne méritent pas de se faire imposer des mesures dont ils ne veulent pas parce qu'un parti qui n'a pas obtenu la majorité des voix a artificiellement obtenu la majorité des sièges grâce à un mode de scrutin taré et désuet. Nous ne croyons pas que les Québécois méritent cela sous prétexte que le Québec a besoin de gouvernements forts ou stables.
- Aucun prétexte n'est valable pour aller dans le sens contraire de la démocratie – du moins si la démocratie est pour nous un but à viser.
- Le Québec est une société suffisamment progressiste et avancée pour adopter un mode de scrutin vraiment proportionnel, y compris dans le cadre constitutionnel actuel.

Conclusion

Dans ce mémoire, nous avons montré que :

- seule la compensation nationale permettait la représentation effective de la volonté de tous les citoyens du Québec;
- le principe de la compensation nationale doit être adopté sans être soumis par référendum, car ne pas l'appliquer équivaut à soumettre le droit de représentation de minorités à la majorité – de même pour le vote de liste, application conséquente de la compensation nationale et les élections à date fixe, nécessairement plus démocratique que d'en soumettre la date aux intérêts du parti au pouvoir;
- si le gouvernement veut présenter un projet autre que la compensation nationale, le vote de liste ou les élections à date fixe, il doit au moins offrir ces choix aux citoyens dans le cadre d'un référendum;
- il est possible de consulter les citoyens par un référendum à choix multiples et au moins une méthode simple permet de le faire (la méthode de Borda);
- un référendum où on ne peut que voter oui ou non à un projet global ne serait pas démocratique, surtout s'il ne propose pas la compensation nationale, le vote de liste ou les élections à date fixe;
- l'avant-projet de loi, tel que soumis, défavorise grossièrement les petits partis, même lorsqu'ils ne sont pas si petits;
- les citoyens ont déjà demandé, après une consultation approfondie par le Comité directeur des États généraux tenue en 2002-2003, que le mode de scrutin favorise l'émergence de nouveaux partis;
- le seul moyen de répondre à la demande citoyenne déjà formulée aux États généraux est d'instaurer la compensation nationale;
- l'accès égal aux médias est une condition de la démocratie.
- une meilleure démocratie renforce la nation.

La société québécoise est suffisamment avancée et progressiste pour donner l'exemple en matière d'institutions démocratiques et avoir des institutions qui la reflètent fidèlement. La société québécoise est plus que prête à dépasser le stade archaïque des gouvernements qui imposent leur volonté contre la majorité de la population, comme le permet le mode de scrutin et le cadre institutionnel actuels, hérités du colonialisme britannique.

Nous espérons que la Commission spéciale sur l'avant-projet saura tirer les conclusions qui s'imposent afin d'assurer à l'ensemble des citoyens la représentation qui correspond le mieux à sa volonté politique. C'est ce que nous souhaitons à la société québécoise. Nous souhaitons aux membres de la Commission d'avoir la satisfaction, au terme de leur mandat, d'avoir contribué à faire faire un pas historique à la démocratie québécoise et ce faisant, à la démocratie dans le monde.